

Le scandale McKinsey et le Covid 19



Quand le Conseil scientifique retourne sa veste sur le confinement, on doit de se demander qu'en est-il des traitements précoces interdits par Véran ? Cabinets de conseil : Macron face à la polémique McKinsey, l'heure des comptes approche-t-elle ? (Gaia, dreuz.info) « Phénomène tentaculaire » selon le Sénat, « scandale d'État » pour l'opposition, pratique « répandue, habituelle et utile » pour le gouvernement, ce sont les différents qualificatifs utilisés pour décrire le recours dispendieux à McKinsey pendant le quinquennat Macron.

Depuis la publication, le 17 mars, du rapport du Sénat, les travaux de la commission d'enquête ont fait naître la polémique sur le scandale McKinsey. Le recours aux cabinets de conseil est « habituel et utile » ont martelé deux ministres de la macronnie lors d'une longue conférence de presse, justifiant cette pratique en réponse à une polémique grandissante après un rapport sénatorial soulignant un

« phénomène tentaculaire ».

La polémique McKinsey : Après avoir prôné pendant des mois que la réponse à la pandémie passait par le confinement, après avoir alerté le gouvernement des besoins de mesures fortes, et seulement quelques semaines après le début de la vaccination qui ne fournit pas les résultats prédits ou escomptés, des membres du Conseil scientifique dont le Pr Delfraissy changèrent leur fusil d'épaule.

Dans The Lancet, le Pr Delfraissy écrit : « Il n'est plus possible d'utiliser le confinement général comme réponse à la pandémie de COVID-19. Pour de nombreux scientifiques et pour les politiques craignant une responsabilité judiciaire pour des réponses nationales lentes ou indécises, son utilisation doit être réexaminée, uniquement pour être utilisée en dernier recours. » The Lancet est cette publication qui a diffusé en mai 2020 l'étude frauduleuse (retirée depuis) sur l'hydroxychloroquine, un aveu d'échec de cette revue ternie par ce scandale. La polémique McKinsey : Ce Conseil scientifique, qui depuis des mois a conseillé les confinements successifs puis toutes les mesures de couvre-feu, retourne sa veste devant l'aberration économique, sociale et humaine qu'entraînent ces mesures (McKinsey). Dès janvier, le Pr Ioannidis de l'université de Sanford aux États-Unis publiait une étude démontrant l'inefficacité du confinement et de la fermeture des entreprises.

De nombreux experts se sont soulevés contre les mesures de confinement suivies par Macron, début février, malgré les appels des médecins ou experts à reconfiner. Ce retournement de veste s'accompagne d'une remise en cause de la seule politique vaccinale face à l'apparition des mutants : « *Des études suggèrent que l'émergence et la propagation des variants du SRAS-CoV-2 sont corrélées à l'absence de protection immunitaire après une première contamination ou après la vaccination.* » La politique vaccinale s'accompagne de nombreux effets secondaires, estimés comme étant très

importants par certains chercheurs, comme le Dr Zeligmann qui a regardé l'impact sur Israël, un pays ayant vacciné plus de 50% de sa population.

Il estime que la vaccination a des effets secondaires et entraîne des décès qui sont supérieurs à la maladie elle-même. Une aberration supplémentaire. Michèle Rivasi, députée européenne, a rappelé que la stratégie vaccinale manquait de transparence et qu'il était temps que l'on se saisisse de ce problème sur les thérapies géniques expérimentales au profit des labos qui se servent de l'homme comme cobaye.

Ce retournement de veste n'aborde pas le problème fondamental des traitements précoces.

Me Teissedre a fait un recours au Conseil d'État pour demander à l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) une recommandation temporaire d'utilisation (RTU) pour l'ivermectine. Ce traitement a fait l'objet de nombreuses études et est déjà utilisé dans de nombreux pays comme l'Inde. Me Teissedre a remis à l'ANSM les éléments des scientifiques qui s'étaient engagés devant le Conseil d'État à répondre dans les meilleurs délais, c'était le 25 janvier. L'administration traîne des pieds quand il s'agit de regarder les traitements précoces peu onéreux en appliquant un principe d'évaluation différencié pour divers traitements.

L'ANSM évoque le consensus scientifique dans l'évaluation des traitements. Me Teissedre a rappelé que dans le cadre d'une recommandation temporaire d'utilisation, la simple présomption d'efficacité suffit.

C'est sur cette simple présomption que l'ANSM donnait une autorisation temporaire d'utilisation pour le remdesivir très coûteux, ce médicament déconseillé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce deux poids deux mesures est net. Cette présomption aurait pu concerner l'hydroxychloroquine qui a fait l'objet d'un

refus de RTU par l'ANSM, une décision attaquée par le professeur Raoult.

Qu'est-ce qui ralentit l'ANSM dans son évaluation des traitements précoces alors que de nombreuses études démontrent leur efficacité et que de plus en plus de pays les utilisent ?

La polémique McKinsey : la guerre du vaccin explique pourquoi il faut éliminer l'hydroxychloroquine. Pour obtenir une AMM (autorisation de mise sur le marché) pour le vaccin, il faut qu'aucun traitement n'existe.

Si une RTU pour l'ivermectine ou l'hydroxychloroquine était obtenue, ça remettrait en cause l'AMM du vaccin. Malgré cela, la campagne de propagande pour la « vaccination pour tous » bat son plein à grand renfort de médecins lobbyistes sur les plateaux TV quand l'innocuité des vaccins est loin d'être démontrée.

Des hôpitaux ont suspendu la vaccination avec le vaccin astra zeneca devant ses effets secondaires et des Ehpad font état de nombreux décès après la vaccination avec le vaccin Pfizer.

La polémique McKinsey : Les fabricants de vaccins étant liés aux États, ce n'est pas dans leur intérêt de reconnaître une quelconque relation de cause à effet entre les vaccins et les effets secondaires.

La polémique McKinsey : En ne reconnaissant pas l'existence et l'efficacité des traitements précoces pour laisser la voie libre au vaccin, en n'identifiant pas les liens de causalité entre les vaccins et les effets secondaires, les États et les agences de santé jouent le rôle dicté par McKinsey.

Le temps de la science n'est peut-être pas celui de la politique ou de la médecine, mais il est de plus en plus évident que l'heure des comptes approche alors que les patients ne sont pas soignés.

La polémique McKinsey : Les groupes d'intérêts doivent être rapidement remis en cause !

Le scandale McKinsey et le Covid 19 : Nous devons reprendre le contrôle de notre pays !

Thierry Michaud-Nérard

(Source : France soir)